



SEINE-MARITIME

Madame la Présidente,

L'Intersyndicale Finances 76 est profondément choquée et indignée par les attentats criminels qui ont été perpétrés la semaine dernière à Paris.

L'Intersyndicale tient à témoigner de son soutien et de sa solidarité à l'ensemble des familles touchées par cette tragédie.

Elle salue la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services et entreprises publiques, qui montrent en chaque circonstance, leur engagement au service des populations.

Les Organisations syndicales continueront plus que jamais à défendre au quotidien les valeurs de solidarité, de paix et de fraternité, valeurs essentielles de la démocratie et de notre République.

Notre société vit une crise économique et sociale terrible. Ces événements tragiques ont démontré que le moins d'Etat n'est pas la réponse aux difficultés que le monde vit aujourd'hui. La présence de services de proximité au plus près des citoyens, constitue un puissant facteur de cohésion sociale.

Le Président a annoncé ne plus considérer le pacte de stabilité comme un horizon indépassable !

Aussi, en ce qui concerne l'action sociale au sein de notre ministère, nos organisations syndicales ne peuvent cautionner le projet de loi de Finances pour 2016 annonçant la diminution de 28 millions d'euros et la suppression de la subvention à l'association ALPAF.

Par ailleurs, sur ce budget seront appliqués la réserve de précaution et autres gels et sur-gels. Les crédits disponibles pour l'action sociale s'élèveront en définitive à un peu plus de 115 millions d'euros soit une

perte pour les agents de 40 millions d'euros.

Les agents des ministères économiques et financiers (MEF) font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30 000 en 10 ans et encore 2 548 en 2016. Ils subissent des conditions de travail de plus en plus dégradées, le blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis 2010.

Pour les agents actifs et retraités des MEF et leurs familles, l'action sociale est primordiale. C'est un acquis de 1989 auquel ils sont particulièrement attachés qui a pour but de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

Or aujourd'hui, les ministres s'attaquent à l'action sociale et remettent en cause, de fait, les prestations destinées aux agents. Cela va à l'encontre de ce que la situation actuelle devrait imposer à notre gouvernement.

Le budget doit être à la hauteur des besoins et ne pas se limiter à l'existant, puisque les ministres annoncent « leur forte implication en matière d'action sociale » Qu'ils nous le prouvent !

En ce qui concerne notre Comité Départemental d'Action Sociale, nous déplorons que les engagements pris par votre prédécesseur envers les membres du CDAS ne soient pas suivis d'effet. En effet, dans l'intérêt des discussions et donc des agents, des réunions commençant le matin permettent des débats sereins et sans limitation de temps.

Nous sommes certains que vous accéderez à notre demande car nous vous savons sensible aux conditions de vie au travail des agents.

Votre proposition de séances de sophrologie, "science" qui permet d'améliorer la qualité de vie et d'apaiser les tensions dues aux souffrances liées, en l'occurrence, au travail, l'atteste même si cette opération relève de toute évidence du CHSCT.

Enfin, nous espérons que vous léverez les interrogations sur la tenue des arbres de Noël. Les salles de spectacles pourront-elles nous accueillir vu le contexte ?

Les agents et leurs représentants refusent de céder à la psychose.

La vie continue !